



Décision individuelle N° 2020-201

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France)
pour le compte de la société JIFMAR Offshore Service
Adresse : Siège d'exploitation - Aéropole BP1, 05130 TALLARD
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : héliportage de matériel d'inspection sous-marine
Localisation : barrage hydroélectrique du Lac de la Fous (commune de Belvédère, 06)

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2020 portant attribution de fonctions à l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 25 juin 2020 par Monsieur KOZMAN, directeur de projet au sein de la société JIFMAR Offshore Service,

Considérant que la demande porte sur l'acheminement par hélicoptère de matériel d'inspection sous-marine dans le but de réaliser une expertise du barrage hydroélectrique du lac de la Fous,

Considérant que les activités hydroélectriques existantes à la date de publication du décret n°2009-486 sont autorisées de fait, notamment sur l'ouvrage du lac de la Fous,

Considérant qu'à la date envisagée, les grands rapaces - dont l'Aigle royal - sont encore en période de reproduction, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter les risques de dérangement liés au survol motorisé,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représenté par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, ayant pour objet l'hélicoptage de matériel d'inspection sous-marine au barrage hydroélectrique du lac de la Fous pour le compte de la société JIFMAR.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

base d'attache : base de Nice - Carros
nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : Ecureuil AS 350 B3
n° de l'appareil : F-HMGM

2.2. Nombre de rotations autorisées : 3 par session.
Charges autorisées : matériel d'inspection sous-marine.

2.3. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément au plan annexé à la présente. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national.

2.4. A l'aplomb du Mur des Italiens, l'aéronef devra respecter une altitude plancher de 300 m sol, soit 2300 m d'altitude NGF minimum.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates suivantes :

- le lundi 10 août 2020, pour l'acheminement du matériel ;
- le vendredi 14 août 2020 pour le repli et l'évacuation du matériel.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contact - service territorial « Vésubie »

chef de service par intérim : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

service (général) : vesubie@mercantour-parcnational.fr

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 3 août 2020



La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- service territorial de la Vésubie
- M. KOZMAN, société JIFMAR (pko@jifmar.net)
- M. BERUD, société JIFMAR (nbe@jifmar.net)
- M. CADET, société JIFMAR (aca@jifmar.net)
- M. COSTAL, société JIFMAR (aco@jifmar.net)
- M. DE LAPASSE, société JIFMAR (pdl@jifmar.net)
- M. HUMBERT, société EDF (guillaume.humbert@edf.fr)

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



ANNEXE - DECISION N° 2020-201

PLAN DE VOL - ROQUEBILIERE <-> OUVRAGES HYDROELECTRIQUES DE LA GORDOLASQUE
(juin 2020)

